REPUBLIQUE FRANÇAISE DEPARTEMENT DES VOSGES

Circonscription de REMIREMONT

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 12 MARS 1978

Candidat contestataire

" JUSTICE, VERITE, RESPONSABILITE ET DEFENSE DE LA NATURE "

LETTRE A NOS ELECTRICES ET AUX ELECTEURS DE NOS BELLES VOSGES

Chers braves gens de mon pays, n'attendez pas de moi ce que les « politiquards » appellent un programme qu'ils ne réalisent d'ailleurs jamais, et pour cause, **ils mentent effrontément afin d'obtenir vos voix.** Puissiez-vous écouter, un jour, un **homme honnête,** puisque 95 % des Français préfèrent cette qualité chez un élu.

Vous savez tous que je me bats **avec la plus grande énergie** à la Chambre dite de Commerce, mais commandée, en fait, par les Gros Industriels qui ne pensent qu'à l'aéroport de Juvaincourt et autres du genre. Au Conseil Municipal de Saint-Nabord où je tiens tête, **seul** — rappelez-vous l'affaire des terrains de la Demoiselle (lieu-dit) —, l'oubli des 17 millions, la présentation avec compte rendu dont les deux derniers sont inexacts. **J'œuvre dans plusieurs organismes départementaux** avec la même audace et si possible compétence. En fait, je suis bien le loup dans la bergerie que les gens en place détestent car ils n'ont pas la conscience tranquille, ils sont sous l'empire de la « sainte trouille des lâches ». — **Ils n'ont plus d'honneur ni de courage.** — Pouah, quelle Société !

Je sais que vous voudriez voir régler vos problèmes locaux, mais il est évident qu'ils ne le seront pas en quelques jours, **car de grosses erreurs ont été faites au départ,** vos Maîtres ne pensaient qu'à leur réélection, et puis, un jour, « patatras », les lois économiques sont là pour nous rappeler à l'ordre. Je vous livre mes idées pour le Textile : Depuis quinze ans, les Pouvoirs Publics et le grand patronat textile savent que c'est « foutu », **mais ils n'ont pas voulu dire la vérité aux ouvriers.** Les Syndicats sont également responsables, mais pour eux, on ne peut gagner les ouvriers au marxisme que dans le désordre, **la bonne entente ne les intéresse pas.**

Depuis X années, les trusts du textile ont investi, avec accord des Pouvoirs Publics en place, des sommes énormes dans les pays à bas salaires, et les produits finis nous reviennent à vils prix, mais avec toujours beaucoup de bénéfices pour les trusts. Il fallait donc faire des petites unités industrielles et artisanales dans nos vallées. **Il faut que le patronat retrouve son imagination productrice. Il faut la liberté d'entreprendre, la liberté des prix.** Il faut surtout cesser **d'assister les firmes** avec les milliards des contribuables français. Enfin, il faut une **ère de vérité** dont nous devrons tous, bien entendu, en supporter les frais.

Si je dois 500 francs à la Sécurité Sociale et que je ne puisse payer, je suis saisi où je vais en prison, mais on donne des milliards à des incapables **parce qu'ils sont gros** et que les syndicats commandent, en fait, c'est la dictature à la KAFKA. Pour ce qui est de MONTEFIBRE, **j'accuse les pouvoirs publics** de n'avoir fait aucune clause résolutoire au moment de l'installation. Il fallait aller vite pour faire des voix électorales, mais voilà où nous en sommes ?

TOURISME : les Vosges doivent avoir à l'extérieur un impact unique. Il faut donc supprimer la dictature de l'A.D.T. à laquelle le Conseil Général vient d'octroyer 80 millions d'A.F., **c'est une honte,** alors que c'est bien la Chambre de Commerce qui paie un secrétaire sur lequel je n'ai aucun contrôle. L'O.N.F., qui fait du tourisme à part, les villes d'eau qui méritent de repartir. Toutes les associations ou clubs doivent se regrouper en un pool commun sous l'égide de la C.C.I., **voilà la véritable vocation du Tourisme vosgien,** la « mafia » aux multiples facettes doit disparaître pour laisser place à l'honnêteté et à la compétence. Comme je l'ai déjà demandé, il faut créer une **Ecole hôtelière dans les Vosges,** car le département a une **grande vocation touristique,** mais les présidents éphémères de la C.C.I. ont d'autres « chats à fouetter » quand ils sont en place — quatre présidents en cinq ans !

AGRICULTEURS : comme déjà dit le 7 mars 1976, vous croyez toujours aux belles sirènes, et bientôt vous vous retrouverez tous dans des H.L.M. cages à lapins, **car vous ne serez que des manœuvres,** le pouvoir en place a tout fait pour vous détruire et vous jeter dans les bras du système concentrationnaire, **allez vous enfin voir clair avec Jean CHAUFFOUR,** qui est toujours resté un peu paysan. Le doyen VEDEL (université Paris II) membre du Conseil économique et social, est célèbre pour son rapport sur l'Agriculture. Aidé de 23 « sages » il a préconisé **la disparition de cinq paysans sur six,** afin de redresser la situation...

Il faut **sauver nos petites exploitations** et lutter **contre la collectivisation des sols,** etc... etc...

Avec les petits commerçants et les artisans, nous sommes **les derniers** remparts avant le « GOULAG » et la dictature communiste bien emmenée depuis vingt ans par la politique gaulliste et la technocratie de Giscard.

Nos belles Vosges sont à défendre comme je l'ai toujours fait, car les « rapaces du béton » et de la pollution sont là, néfastes, prêts à agir. **J'ai peur du nucléaire !** Les Pouvoirs Publics n'ont pas fait à temps ce qu'il fallait pour rechercher les autres sources d'énergie. **Les pétroliers sont les plus grands fauteurs de guerre,** mais si demain on demande aux Français de vivre un peu moins bien, sont-ils capables de l'accepter ? c'est moins sûr... alors il se passera quelque chose qu'un petit sacrifice aurait pû éviter. Nous devons aussi faire valoir la richesse de nos forêts.

Vous comprendrez donc que je concrétise les idées d'une majorité de Français qui ne veut plus de la soi-disant majorité qui administre le pays, mais ne le gouverne pas. **Vingt ans de sottises, c'en est assez.** Mais ces Français ne veulent pas pour autant de programme commun irréalisable puisqu'il faudrait immédiatement **un tiers du budget national pour y faire face,** ce serait donc la **ruine des entreprises** puisqu'elles auraient leurs prix bloqués. On peut admettre une augmentation du SMIG à la condition de revoir les prix de revient, 2.400 francs, pourquoi pas ? Si vingt à trente députés sortaient des urnes en mars 1978 et refusaient le programme commun comme la triste et lamentable politique d'abandon et d'assistés de la soi-disant majorité, **le pays serait sauvé de l'aventure,** mais tout serait à reconstruire dans la concertation et la compréhension.

Je vous livre maintenant quelques idées importantes : Je me bats pour la **liberté d'entreprendre, la liberté des prix** qui n'existe que par la concurrence : réf. M. PINAY. **Liberté de la presse, liberté de l'enseignement,** pour la **réforme fiscale** promise depuis trente ans par ceux qui dirigent la France, **pour la répression de la délinquence, et de la violence** qui sont favorisées par un manque de culture, de sports et d'idéal pour la jeunesse. **Pour la révision de l'accès des émigrés** qui grèvent la Sécurité Sociale et forment des cellules pour le P.C. Mais notre Giscard aime bien les gifles de Boumédienne qui ne subsiste qu'avec l'argent des Français — plus de « fric » **tant qu'il y aura un Français dans ses prisons,** et il « cale » de suite. Lutte plus efficace contre la drogue et ses protecteurs politiques. Lutte sans merci contre les **trafiquants de droite ou de gauche** qui ont plus de **deux fois le budget de la France** en nourrice en Suisse. Répression spectaculaire contre les hauts fonctionnaires, **responsables des gâchis de l'Etat et des marchés publics :** Lycée Pailleron, Villette, affaire du téléphone soulevée par le Contrôleur Joannes mais jamais sanctionnée par la justice ; l'autoroute Metz-Reims-Paris construite pour la politique de deux maires gaullistes. Lutte implacable **contre tout ce ramassis de gens promoteurs politiquards** en place depuis la fin de la guerre et qui ont ruiné des milliers de braves gens qui sont sans aucun recours. Pour une **réforme en profondeur de la Sécurité Sociale** avec franchise et tickets de maladie non utilisés **bénéficiaires d'intérêts.**

Fin de la dictature des Syndicats dans les entreprises qui ne veulent pas le bien des ouvriers, mais créer la pagaille afin de transformer le pays en Démocratie populaire. Tout salarié **doit avoir le droit de représenter ses collègues ;** une loi est prête depuis 1973 modifiant celle de 1945, mais les gaullistes souvent d'accord, dans le passé, avec les communistes ne l'ont pas mise en application ; la loi de 1884 interdit la politique dans les Syndicats, il faut donc revenir au texte de cette loi : **faites de l'Economie, Messieurs,** plutôt que de la politique.

Suppression de la dictature de l'Enseignement qui a conditionné notre jeunesse pour en faire des révoltés, alors qu'ils ne sont plus capables de leur apprendre la politesse ou l'instruction civique ; **leurs vacances devront être de même durée que celles des salariés,** le supplément sera utilisé pour encadrer les colonies de vacances ou autres ; **plus de politique à l'école,** je me rappelle 1938 ! 30 % d'enseignants au Palais Bourbon et c'est la catastrophe. Vous l'aurez votre cote bleue de la révolution culturelle.

Artisans et petits Industriels, je me bats depuis 25 ans pour vous et vous dormez dans le rêve d'un autre monde, **pas un d'entre vous ne devrait donner ses voix à la majorité** qui vous a « roulé », **et encore moins à la gauche** des « Goulag » ou des Hôpitaux psychiatriques ; plus de haine, **votez pour le seul qui a osé risquer pour vous.** Il faut supprimer cette grande inégalité que Giscard aurait dû faire puisqu'il a déjà suivi la ligne du programme commun sans qu'il ne lui soit rien demandé : à savoir le double emploi, donc double salaire, exemple : **salaire de maire et de fonctionnaire, retraite de fonctionnaire et salaire de chef de service en usine :** résultat, 300.000 chômeurs en moins et plus de 400.000 jeunes que les artisans peuvent embaucher, et il ne reste plus qu'un petit volant de chômeurs, **voilà la justice.**

Et nos chômeurs, dont certains dans la région, souhaitent que ça dure, **surtout les gros** — il y en a même qui, avec double emploi, perçoivent du chômage — **il faut le faire** —. Français, vous devriez être tous chômeurs !... Monsieur le milliardaire « farfelu » J.-J. S.-S., voilà du travail pour les syndicats C.F.D.T. et C.G.T. Rétablir nos finances, c'est supprimer, comme à Boumédienne, les livraisons de beurre et de capitaux aux Soviets qui accumulent les armes : **30.000 chars et 15.000 avions à 200 kilomètres de Strasbourg,** capitaux que les ouvriers français ne reverront jamais, si, quand ils seront en Sibérie pour battre les Chinois...

Il faut **réglementer le droit de grève des fonctionnaires** et en particulier l'E.D.F., qui, a chaque grève, **a des morts sur la conscience,** les fonctionnaires ont la sécurité, alors ils doivent en accepter les inconvénients. Nous, **commerçants et artisans,** et toutes professions libérales, nous avons, en plus du travail, **de grands risques,** et la Société libérale avancée, comme la gauche, ne veut même pas nous reconnaître un salaire. **Assez de gâchis et d'irresponsabilité :** dans les Vosges, 30 millions aux œuvres sociales de la préfecture, des ponts, des routes inutiles, alors que Remiremont-Bussang est à l'abandon ; des hôpitaux publicitaires et déficitaires : **prix de journée double que celui des cliniques ;** hausse de 14,98 % des impôts, alors que l'amende est prête pour les petits commerçants s'ils augmentent de 6,55 % — tout le monde n'est pas protégé comme le vendeur d'alcool qui, de deux milliards d'amende ne paiera peut-être rien — d'après livre gestapo fiscale et le contrôleur Dega, le président général Chaban n'aurait pas payé d'impôts pendant plus de dix ans.

Nous devons tous nous battre pour faire sauter les privilèges. Il faut restaurer l'autorité basée sur l'honnêteté, l'honneur, la justice, l'effort, en somme tout un idéal, faute de quoi c'est l'anarchie la médiocrité qui prendront le dessus. Depuis trente ans, la classe dirigeante a toujours capitulé devant la technocratie, alors que nous devons être fiers d'entreprendre **à la condition que nous fassions bien notre métier** avec les hommes qui ne sont plus les esclaves du 19e siècle, mais des êtres humains — il n'y aurait pas eu de communisme si les chrétiens s'étaient conduits en chrétiens, nous ne serions pas le premier producteur d'armes du monde. **Horreur et déchéance d'un peuple.**

Il faut redonner leur place **à ceux qui risquent et qui travaillent,** ouvriers, paysans, industriels, artisans, commerçants, professions libérales, et remettre à leur place des fonctionnaires irresponsables et en particulier le ministre des finances, ce ministère dirigé depuis vingt ans par Giscard.

Quand donc les ouvriers comprendront-ils **qu'ils sont utilisés par les syndicats de fonctionnaires à leur profit,** ça commence déjà !... Quant à M. Ceyrac, patron des patrons, il ne sauvera pas la liberté d'entreprendre si tous les petits sont étouffés par les gros qui ne sont souvent que des assistés et subventionnés par les contribuables.

Le drame de notre temps, c'est de retrouver au pouvoir les mêmes hommes aux plus hautes fonctions de l'Etat, des Affaires et de l'Administration et des Finances. Toute leur « magouille » est faite au détriment de la France et des Français.

La place me manque pour expliquer notre triste situation dans le monde... rappelez-vous les insultes adressées à notre Ministre des Affaires Etrangères en Afrique !

Et pour terminer, je vous livre ce cas qui intéresse tous les anciens : **76 ans, travail à 8 ans, petit agriculteur-commerçant, soit 68 ans de travail, sans vacances, au service des autres : moins de 100.000 anciens francs par mois de retraite...** Je vous en prie, assez de démagogie, Messieurs les seigneurs !

« Nous disons tout haut ce que beaucoup pensent tout bas ».



Votez pour UN VRAI DÉPUTÉ

Jean CHAUFFOUR

55 ans - 4 enfants
Petit Commerçant
Engagé volontaire 41/45
Conseiller Municipal de St-Nabord
Membre élu Consulaire Chambre de Commerce

Suppléant :

Gilbert KURTZEMANN

St-Nabord - 42 ans - 4 enfants
Ouvrier ébéniste
Vice-président général des Prud'hommes



lalloz perrin remiremont dg